

Falaise

Falaise. Les enseignants du lycée mobilisés contre la réforme du bac



« Avec les complications d'emploi du temps, il n'est pas sûr que tous les élèves pourront avoir accès aux trois spécialités de leur choix. » - Crédit: Ouest-France

Ils étaient une vingtaine de professeurs, en plus de leurs collègues du lycée professionnel, à montrer leur mécontentement face à la réforme du baccalauréat, lors des journées portes ouvertes du lycée Guillaume-le-Conquérant de Falaise, samedi 9 mars 2019. Toute la matinée, ils ont informé les parents d'élèves sur l'arrivée de trois enseignements de spécialité, à la rentrée prochaine.

À l'occasion des journées portes ouvertes au lycée Guillaume-le-Conquérant, samedi 9 mars 2019, les enseignants se sont mobilisés pour dénoncer la réforme du lycée et ses nouveaux enseignements de spécialité, et informer les parents d'élèves sur ce texte actuellement présenté au Sénat.

Selon eux, les moyens humains ne suivent pas pour assurer son application. « **La promesse du ministre de proposer à chaque élève des heures d'accompagnement personnalisé ou des heures de préparation à l'orientation ne peut être respectée vu la dotation en heures reçue du rectorat** », explique Viviane Boufrou, enseignante d'allemand et syndiquée à la CGT. Toute la matinée, une vingtaine de professeurs du lycée, syndiqués ou non, se sont relayés à l'entrée du lycée pour expliquer cette réforme à des parents parfois un peu perdus.

Pour ce qui est du choix en classe de première de trois spécialités, nouveauté de la réforme, « **on n'est pas du tout sûrs que les élèves pourront avoir les trois qu'ils ont demandées** », pointe Viviane Boufrou. Au lycée professionnel, les jeunes pourront par exemple s'orienter vers un bac gestion et administration, transport et logistique. « **Mais ici, nous n'avons que la spécialité gestion et administration. Si les jeunes veulent aller vers la logistique, ils devront aller au lycée à Vire ou à Bayeux** », dénonce une enseignante du lycée Guibray, pointant par là les difficultés de mobilité des élèves et de leurs parents en milieu rural. Et donc de possibles inégalités d'accès à l'éducation. « **Nous ne sommes pas contre le fait de réformer le baccalauréat, mais il faut que les moyens financiers suivent derrière, que ce ne soit pas juste des annonces** », conclut Viviane Boufrou.

Benoît COLLET.